



Nos mesures pour une « sortie de crise » de l'OFB !

L'Intersyndicale de l'OFB a refusé les fameuses « 10 mesures de sorties de crise », élaborées par notre Direction Générale, sans aucune concertation avec les représentants des personnels (cf. communiqué de l'Intersyndicale du 17 avril 2025). Si le gouvernement, nos Ministres et notre Direction Générale souhaitent « sortir » de cette crise, l'Intersyndicale leur propose plusieurs mesures urgentes :

1. Dialogue social sincère et amélioration des conditions de travail

Les personnels de l'OFB exigent l'établissement d'un dialogue réel et sincère, en rupture avec l'attitude schizophrène consistant à diffuser un discours exagérément positif tout en imposant des mesures contraignantes. Ils demandent que les revendications de l'intersyndicale, portées depuis janvier 2025, soient prises en compte.

2. Stop à la surcharge de travail

Face à la surcharge de travail, il est urgent de revoir l'adéquation entre les missions et les moyens. Cela inclut aussi un recrutement massif d'agents titulaires et une politique de concours annuels, au-delà d'une simple compensation des départs en retraite.

3. Revalorisation des retraites des inspecteurs de l'environnement

Il est urgent de prendre des mesures de compensation qui peuvent être l'intégration des primes pour le calcul de la retraite, l'application du régime du service actif ou encore, comme cela se pratique pour les Corps de la Police nationale, des grilles spéciales pour les pensions.

4. Amélioration du traitement des contractuels

En plus d'une amélioration du Quasi-Statut de l'Environnement, il est urgent d'améliorer les conditions de travail de tous les contractuels : recrutements en CDI, prise en compte de toute l'expérience professionnelle, rémunérations équivalentes aux fonctionnaires, accès aux emplois titulaires, avancement de carrière, mobilité.

5. Équité salariale

Les agents de l'établissement doivent être rémunérés à la hauteur de leurs missions. À travail égal, salaire égal, quel que soit leur statut, leur genre ou leur affectation.

6. Plan psycho-social

Le plan psycho-social issu de l'enquête de 2021 est au point mort et nécessite une mise en œuvre immédiate, avec de vraies mesures dotées de moyens conséquents pour lutter contre le mal-être au travail dans tous les services.

7. Reconnaissance du rôle de l'OFB dans la protection de l'environnement

L'État doit réaffirmer le rôle central de l'OFB dans la mise en œuvre des politiques publiques et des réglementations environnementales. Au lieu de le dénigrer, l'État doit expliquer et promouvoir le rôle de l'OFB, surtout face à l'urgence écologique. Il est urgent que le Gouvernement réaffirme la mission de police de l'Environnement, en la préservant des pressions des lobbys et partis politiques.

8. Formation des agriculteurs

L'État doit imposer aux Chambres d'Agriculture de s'engager activement pour former les agriculteurs aux enjeux de la biodiversité et aux réglementations environnementales et leur expliquer les missions de l'OFB.

9. Assez de palabres, des actions concrètes

Enfin, les personnels ne veulent plus de discours rassurants mais des actes concrets à la hauteur des enjeux écologiques et de l'effondrement de la biodiversité, mettant en péril la résilience des sociétés humaines.